



**FORMULAIRE 4.4 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)  
RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET**

**PAYS: BURUNDI**

**PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 1<sup>ER</sup> JANVIER – 31 DÉCEMBRE**

**Intitulé du Programme & Numéro du Projet**

Intitulé du Programme: Fonds de soutien au dialogue pour la résolution de la crise au Burundi  
Numéro du Programme (*le cas échéant*)  
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):<sup>1</sup> PBF/BSDI/A-14 No 00100897

**Entités participantes de l'ONU**

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: UNOPS

**Partenaires d'exécution**

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales: OSESG

**Budget du Programme/Project (en dollars US)**

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)  
**USD 984,400**

Contribution gouvernementale  
(*le cas échéant*)

Autres contributions  
(donateurs) (*le cas échéant*)

**TOTAL: USD 984,400**

**Durée du Programme**

Durée totale (*en mois*) 24 mois

Date de démarrage<sup>2</sup>  
(*jour/mois/année*) 13/06/2016

Date de fin prévue à l'origine<sup>3</sup> 13/06/2017  
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle<sup>4</sup>  
(*jour/mois/année*) 31/06/2018

**Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours**

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui  Non Date:

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui  Non Date:

**Rapport soumis par**

Nom: Michel Kafando

Titre: Envoyé Spécial du Secrétaire Général  
Organisation participante (principale): OSESG

<sup>1</sup> Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

<sup>2</sup> La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

<sup>3</sup> Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

<sup>4</sup> S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.



## PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

### 1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

**Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet contribue:**

**Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.** Le dialogue national est renforcé pour une meilleure cohésion sociale

**Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.** 1. Les acteurs politiques et de la société civile, y compris les jeunes et les femmes, participent au dialogue national à travers des mécanismes et des procédures inclusifs permettant un partenariat et un dialogue politique au niveau national. 2. une feuille de route du dialogue politique adoptée et mise en oeuvre

**Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour:** en décalage

**Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.**

**Description du résultat 1:** Complémentarité entre les différentes approches est assurée

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** en décalage

#### État d'avancement des produits

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

Produit 1.1: Les partenaires au niveau de la sous-région, la région et les Nations Unies s'accordent et mettent en œuvre un plan d'action qui peut contribuer à résoudre la situation actuelle

-Les organisations sous-régionales, régionales et internationales ont demandé à toutes les parties prenantes de s'engager dans un dialogue inter-Burundais inclusif.

-Les partenaires sous-régionaux, régionaux et internationaux continuent de soutenir le processus du dialogue inter-Burundais, politiquement, diplomatiquement et financièrement.

Produit 1.2: Mécanismes conjoints de facilitation sont établis

L'EAC, l'UA et l'ONU ont mis en place une équipe conjointe chargée d'appuyer les efforts du facilitateur, le JTWG, en février 2017. Le JTWG a tenu au moins trois réunions depuis sa mise en place.

#### État d'avancement du résultat

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de*

*changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?* Le facilitateur a organisé deux sessions de dialogue en 2016, qui ont surtout servi à discuter des aspects technique du dialogue. Au cours de ces sessions, il a rencontré les protagonistes séparément. En 2017, il a tenu une réunion, initialement prévue pour regrouper tous les protagonistes en plénière, pour discuter de son agenda endossé par le 17e sommet des chefs d'état de la région. Le Gouvernement a boycotté la session pour diverses raisons, y compris la présence des acteurs politiques qui auraient été impliqués dans le coups d'état de mai 2015, et qui se trouvent au sein de la plateforme CNARED. Des consultations individuelles ont toutefois eu lieu en cette occasion, le CNDD-FDD, le parti au pouvoir y ayant envoyé son Secrétaire Général. L'Ombudsman de la République du Burundi était également présent.

A la fin des consultations avec les différents protagonistes, le facilitateur avait regroupé les huit points de son agenda de septembre en quatre sous groupes et avait recommandé la tenue d'un sommet extraordinaire pour examiner la situation au Burundi et solliciter la conduite à tenir. En l'absence de consensus sur la convocation d'un sommet extraordinaire, la question du Burundi n'a été de nouveau discuté que lors du 18e sommet ordinaire qui avait eu lieu en mai 2017. Dans son rapport au sommet des chefs d'état, le facilitateur avait fait observer que le Gouvernement était responsable du manque de progrès du dialogue inter-Burundais. Les mesures de confiance sollicitées par le facilitateur de la part du Gouvernement telles que lever les mandats d'arrestation et libérer les prisonniers politiques resteront sans suite. Ainsi, les sessions de dialogue prévues en octobre 2017, n'ont pas pu se tenir, mettant dans l'impasse tout le processus du dialogue.

#### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

Absence de consensus au sein de la sous-région, de la région et de la communauté internationale sur la manière de résoudre la crise Burundaise. Au début de l'année 2017, le Burundi a refusé le Conseiller Spécial du Secrétaire Général qui a nommé un Envoyé Spécial en mai 2017. En outre, le Gouvernement refuse toujours de participer avec l'opposition externe, notamment si les présumés instigateurs du coup d'état manqué de mai 2015 y font partie. Le Gouvernement insiste sur le rapatriement du dialogue au Burundi, ce que l'opposition externe refuse. Le facilitateur assisté du Groupe de Travail Technique Conjoint (JTWG) travaille à l'élaboration d'une nouvelle feuille de route qui tient compte des derniers développements au Burundi, notamment les initiatives de l'Ombudsman et la requête consistante de rapatrier le dialogue au Burundi, pour donner un nouvel élan aux efforts du facilitateur.

**Description du résultat 2:** Un processus de dialogue crédible, transparent et inclusif est créé et contribue au retour de la paix et de la stabilité dans le pays

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** en décalage

**État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

Produite 2.1: Toutes les parties prenantes, y compris le Gouvernement, les partis politiques de l'opposition, les acteurs de la société civile acceptent de participer au dialogue

La facilitation a organisé deux sessions de dialogue à l'attention des parties prenantes en 2016 et une session en 2017.

La facilitation a aussi des consultations en 2017 à Bujumbura pour les partis politiques et organisations de la société civile, y compris les organisations religieuses, qui n'avaient pas été invités à Arusha en février 2017. Elle a aussi organisé des consultations à Entebbe, en Ouganda, à l'intention des représentants de la société civile, les jeunes et les femmes en exil Les consultations avaient pour objectifs de recueillir les observations et propositions de ces groupes.

Le JTWG a tenu plusieurs réunions à Arusha, Zanzibar et Entebbe, au cours desquelles, les étapes de la feuille de route du facilitateur ont été revues, pour l'adapter aux développements sur le terrain.

#### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

La EAC, l'UA et l'ONU continuent de soutenir le JTWG qui appuie les efforts du facilitateur. Cependant, la mise en oeuvre du projet n'a pas connu de progrès considérable, mais la théorie de changement reste valable: un processus de dialogue efficace et crédible conduit à l'édification des étapes nécessaire pour réduire les tensions, renforcer la confiance et construire une base pour éliminer les causes du conflit.

#### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

Une des parties au conflit, le Gouvernement, conditionne sa participation au dialogue inclusif à l'absence de certains membres de l'opposition en exil qui sont accusés d'avoir pris part au coup d'état manqué de mai 2015. Par ailleurs, les démarches de l'Ombudsman qui a entrepris des initiatives de dialogue avec des partis politiques de l'opposition interne sont vues par certains comme des actes de sabotage aux efforts du facilitateur. Les demandes persistentes du Gouvernement de rapatrier le dialogue mené sous l'égide de la EAC constitue un obstacle à la participation de l'opposition en exil qui estime que sa sécurité n'est pas assurée.

Le JTWG a tenu une réunion à Entebbe, Ouganda, début novembre, pour examiner une nouvelle feuille de route, à la lumière des requêtes persistentes de l'Ombudsman et du

CNDD-FDD auprès facilitateur pour qu'il conclue rapidement le processus de dialogue externe et le rapatrie au Burundi.

### **Description du résultat 3:**

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** en décalage

#### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

#### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

#### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

### **Description du résultat 4:**

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** en décalage

#### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

#### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

#### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

## 1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles</u>: Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>Le 18e sommet de l'EAC du 20 mai 2017 a demandé au facilitateur de poursuivre ses efforts en vue de la convocation d'un dialogue inclusif. Le Conseil de Sécurité dans sa déclaration présidentielle du 2 Aout 2017 a réitéré son appui à la facilitation conduite par le Président Mkapa sous la Mediation du Président Museveni. Le 29e sommet de l'UA a réaffirmé son engagement en faveur d'une résolution pacifique du conflit Burundais à travers un dialogue inclusif sous les auspices de l'EAC</p>
<p><u>Financement des déficits budgétaires</u>: Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	
<p><u>Effets catalytiques</u>: Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>L'UE continue de soutenir politiquement les efforts du facilitateur En 2016, la Chine avait contribué 200.000 USD au budget de l'EAC pour le dialogue inter-Burundais</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation</u>: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u>: La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Les femmes sont associées dans les efforts de recherche du règlement de la crise. Elles ont été consultées à Bujumbura, à Entebbe et à Bruxelles. Leurs contributions sont prises en compte dans l'élaboration des documents finaux</p>

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR :** Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessous. (300 lettres max.)

	<b>Indicateur de performance</b>	<b>Indicateur de départ</b>	<b>Indicateur cible de fin de projet</b>	<b>État d'avancement de l'indicateur actuel</b>	<b>Raisons du changement / délai (le cas échéant)</b>	<b>Indicateur cible rectifié (le cas échéant)</b>
<b>Résultat 1</b> Complémentarité entre les différentes approches au Burundi est assurée	Indicateur 1.1 Les organisations de la sous-région, région et internationales sont capables de communiquer une position commune sur la résolution de la crise au Burundi	La CEA, l'UA et l'ONU travaillent ensemble pour renforcer l'efficacité de leurs interventions.	La CEA, l'UA et l'ONU sont d'accord sur un plan d'action qui bénéficie d'un consensus et est mis en oeuvre	Les organisations sous-régionales, régionales et internationales ont, respectivement, adopté des décisions demandant à toutes les parties prenantes de s'engager dans un dialogue inter-Burundais inclusif		N/A
	Indicateur 1.2					
Produit 1.1 Les partenaires au niveau de la sous-région, la région et les Nations	Indicateur 1.1.1 Un consensus sur le Burundi est établi entre les organisations sous-régionales, régionales et internationales	Les membres des organisations régionales ont des perspectives différentes sur le Burundi	Les décisions des organisations régionales sont avalisées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies	Les membres des organisations internationales harmonisent leurs vues sur leurs perspectives vis-à-vis du Burundi		N/A



Unies s'accordent et mettent en oeuvre un plan d'action qui eput contribuer à résoudre la crise actuelle	Indicateur 1.1.2					
Produit 1.2 Mécanismes conjoints de facilitation sont établis	Indicateur 1.2.1 Existence de Mécanismes conjoints fonctionnels	Le Groupe de travail technique conjoint (JTWG) depuis fevrier 2017	Le JTWG est créé avec la participation des acteurs regionaux	La CEA, l'UA et l'ONU coordonnent leurs activités à travers le JTWG qui appuie le facilitateur	Le mécanisme conjoint existe et tient régulièrement des réunions	
	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1					
	Indicateur 1.3.2					
<b>Résultat 2</b> Un processus de dialogue politique crédible, transparent et inclusif est créé et contribue au	Indicateur 2.1					
	Indicateur 2.2 Une feuille de route du dialogue politique est adoptée et mise en oeuvre	Le dialogue entre le Gouvernement et l'opposition est bloqué	La mise en oeuvre de la feuille de route conduit à la paix et la stabilité dans le pays	La session du dialogue convoquée en février 2017 pour discuter des questions de fond n 'a pas pu se réunir en plenièrè, illustrant un blocage du processus		N/A

retour de la paix et de la stabilité dans le pays						
Produit 2.1 Les Gouvernements et les autres parties prenantes Burundaises acceptent de participer au dialogue	Indicateur 2.1.1 Les participants au dialogue se mettent d'accord sur la structure et le programme du dialogue	Les participants ne sont pas d'accord avec la structure et le programme du dialogue	Le Gouvernement et l'opposition politique se conviennent de se rencontrer au sein du dialogue politique	Le facilitateur de la CEA a partagé un projet de liste des points à l'ordre du jour avec les parties prenantes qui doivent encore s'entendre sur un ordre du jour définitif.		N/A
	Indicateur 2.1.2					
Produit 2.2 Les femmes et les jeunes apportent leurs contributions au dialogue	Indicateur 2.2.1 Les demandes des femmes et des jeunes sont soumises et abordées au cours du dialogue	Les femmes et les jeunes ne sont pas assez associés au dialogue politique	Les contributions pertinentes des femmes et des jeunes sont intégrées dans les conclusions du dialogue	Des groupes de femmes proches du Gouvernement et ceux proches de l'opposition, ont été tous invités à participer aux séances de consultations en mai et juillet 2017		
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3 Un dialogue	Indicateur 2.3.1 Toutes les	Les contacts entre parties prenantes	Le résultat du dialogue reflète la	Les participants ne sont encore d'accord		

politique est entamé qui est crédible, transparent et inclusif et contribue au retour de la paix et la stabilité dans le pays	tendances politiques sont autour de la table du dialogue	sont rares	volonté des participants de toutes les tendances politiques	sur la structure et le programme du dialogue, tout comme sur la question de la participation		
	Indicateur 2.3.2					N/A
<b>Résultat 3</b>	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
<b>Résultat 4</b>	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					

Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

## **PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI**

### **2.1 Enseignements tirés**

*Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.*

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	Les progrès dans la mise en oeuvre du projet dependent essentiellement du programme du dialogue inter_burundais mené par la facilitation de l'CEA. En l'absence d'activités à cet égard, notamment en ce qui concerne les discussions de fond, la mise en oeuvre du projet connait une certaine lenteur. Les acteurs concernés ne sont toujours pas d'accord sur la structure du dialogue, y compris la question de la participation. Le Gouvernement a cautionné le dialogue interne mené par la CNDI qui a conclu ses travaux en mai 2017 ainsi que d'autres initiatives interne menées par l'Ombudsman. Par ailleurs, il demande à la CEA d'organiser une dernière réunion pour conclure ce dialogue et de le rapatrier au Burundi, mais ne veut toujours pas dialoguer avec une partie de l'opposition en exil, accusée d'avoir orchestré les manifestations populaires en 2015 et le coup d'état manqué.
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	Une vision commune et un consensus sur le Burundi de la communauté internationale pourrait donner un élan nouveau au processus de dialogue, face au refus persistant du Gouvernement de prendre part à un dialogue inclusif. Les décisions prises par certaines organisations internationales mais aussi par le Gouvernement impactent négativement le processus de dialogue
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	

### **2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)**

*Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).*

## **PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION**

### **3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires**

*Veillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: en décalage*

Si les dépenses sont en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

La mise en oeuvre du projet "Fond de soutien au dialogue pour une résolution de la crise au Burundi" (OSES/UNOPS) dépend du lancement effectif du processus du dialogue politique mené par la CEA. Ainsi, les dépenses cumulées ne s'élèvent qu'à 76,012 USD (inclus les frais UNOPS) sur le budget alloué de 984 400 USD; soit un taux d'absorption de 7.7%.

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.<sup>5</sup>

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
<b>Résultat 1: Complémentarité entre les différentes approches au Burundi des pays de la sous-région</b>					
Produit 1.1	Les partenaires au niveau sous-régional, régional et les Nations Unies s'accordent à mettre en oeuvre un plan d'action qui peut contribuer à résoudre la crise actuelle		\$ 240,000		
Produit 1.2	Des mécanismes conjoints de facilitation sont établis		\$50,000		
Produit 1.3					
<b>Résultat 2: Un processus de dialogue politique crédible, transparent et inclusif est créé</b>					
Produit 2.1	Le Gouvernement et les autres parties prenantes acceptent de		\$110,000		

<sup>5</sup> Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

	participer au dialogue				
Produit 2.2	Les femmes et les jeunes apportent leur contribution effective au dialogue		\$190,000		
Produit 2.3	Un dialogue politique crédible, transparent et inclusif est entamé et contribue au retour de la paix et la stabilité dans le pays.		\$277,920		
Résultat 3:					
Produit 3.1					
Produit 3.2					
Produit 3.3					
Résultat 4:					
Produit 4.1					
Produit 4.2					
Produit 4.3					
Totale:					

### 3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

*Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (2 000 lettres maximum):*

L'accord entre l'OSESG et l'UNOPS pour la gestion, la mise en oeuvre et l'administration du projet prévoit des frais de gestion de 7% et couvre des activités liées à la prise en charge des participants et le paiement des fournisseurs (billeterie, habilitation de sécurité du personnel), l'achat et les services logistiques (transport, doaunes, assurances); et le recrutement (administration des contrats, rémunération et autres droits au paiement).

Conformément à son mandat, OSESG continue de coopérer avec les bureaux de l'UA au Burundi et de la facilitation de la CEA. Cette coopération est illustrée par la mise en place du JTWG qui se réunit régulièrement pour harmoniser les vues sur les activités du facilitateur qui peuvent être soutenues financièrement.

La mise en œuvre du projet dépend essentiellement du début effectif du dialogue politique mené par la CEA et de la volonté des parties prenantes de s'asseoir sur la même table pour trouver un accord que la communauté internationale va appuyer.